Afrique

AVANT-PROPOS

Dans un contexte marqué par la dégradation de la situation humanitaire à l'échelle mondiale, l'Afrique continue d'être considérablement touchée, car les conflits existants se poursuivent, sans solutions en vue, et de nouveaux conflits éclatent. Le continent accueille toujours le plus grand nombre de personnes déplacées au monde. En ce qui concerne les déplacements transfrontaliers, les évolutions préoccupantes observées en 2018 risquent de se poursuivre — et même de s'aggraver — en 2019, principalement en raison du conflit et des tensions liées aux élections en République démocratique du Congo (RDC), de la violence en République centrafricaine, des conflits et de l'insécurité alimentaire en Somalie et au Soudan du Sud, et des violations des droits de l'homme dans l'ensemble de la région. Depuis octobre 2017, on a également assisté à une aggravation de la crise qui se déroule dans les régions du nord-ouest et du sud-est du Cameroun. Plus de 430 000 personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays et plus de 30 000 réfugiés camerounais ont fui au Nigéria entre septembre et novembre 2018.

Malgré ces défis inquiétants, l'Afrique reste fidèle à sa tradition historique d'accueil, de protection et d'assistance à l'égard des personnes déplacées de force. Elle a élaboré des cadres régionaux, notamment la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), qui ont inspiré l'action collective, la coopération et la solidarité pour répondre aux déplacements forcés. Dans l'adversité, les pays africains montrent qu'on peut faire les choses différemment, avec des exemples remarquables d'États qui mènent des politiques destinées à encourager l'inclusion et l'autonomie des réfugiés.

© HCR/Sim Vijay

La majorité des Camerounais qui cherchent asile dans le sud-est du Nigéria sont des femmes et des enfants. La plupart habitent dans des espaces sans intimité abritant jusqu'à 20 personnes.

Ces gouvernements méritent d'être salués pour avoir donné résolument l'exemple en adoptant des cadres solides de protection et de réponse : huit pays et une situation régionale appliquent aujourd'hui le Cadre d'action global pour les réfugiés.

Le HCR ne peut que se féliciter de ces mesures progressistes mais les politiques inclusives pour les réfugiés doivent néanmoins aller de pair avec un soutien international supplémentaire pour les pays et les communautés d'accueil. Collectivement, la communauté internationale, les États, les acteurs humanitaires et les organisations de développement doivent traduire sur le plan opérationnel la solidarité ainsi que le partage des responsabilités et des charges, comme convenu dans la Déclaration de New York de 2016, et comme prévu dans le pacte mondial sur les réfugiés. Les pays africains, avec leurs populations d'accueil en première ligne, s'acquittent de leur part du travail et il est indispensable que le HCR, les donateurs et l'ensemble des partenaires les soutiennent.

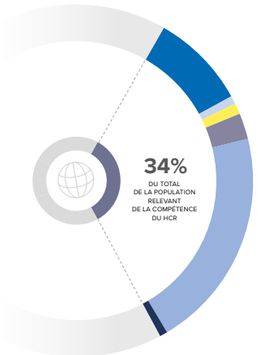
Dans une région confrontée à un nombre record de déplacements et à l'heure où les besoins en matière d'aide humanitaire excèdent les financements disponibles, une « nouvelle manière de travailler » n'est pas un choix mais une nécessité. La stratégie d'action globale pour les réfugiés, impliquant l'ensemble de la société, reconnaît qu'il est nécessaire de soutenir l'action humanitaire par des interventions de développement ciblées pour gérer les crises de réfugiés de grande ampleur. Du fait de l'écart croissant entre les besoins et les ressources disponibles, l'Afrique sera contrainte de prendre des décisions difficiles pour fixer ses priorités de 2019 et privilégiera l'exécution d'activités vitales. Cependant, des efforts seront maintenus pour continuer à investir également dans des activités qui apporteront des solutions, en particulier en ce qui concerne la résolution des situations prolongées.

L'action du HCR en Afrique sera guidée par les priorités stratégiques globales et par les cinq grandes priorités fixées dans les Orientations stratégiques globales pour la période 2017-2021. En outre, le HCR continuera d'accorder la priorité à l'éducation, qui joue un rôle clé dans la mise en place de solutions durables et dans le futur développement régional.

Le HCR a également conscience du rôle qui lui incombe dans la lutte contre l'exploitation et la violence sexuelles, ainsi que contre la fraude et la corruption, qui se sont manifestées l'an dernier, et demeurera vigilant et transparent dans ses réponses.

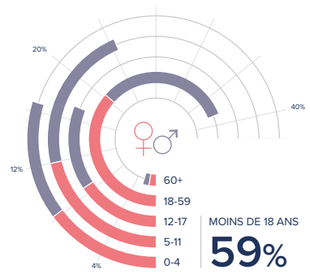
Valentin Tapsoba
Directeur du Bureau régional du HCR pour l'Afrique

24,2 MILLIONS DE PERSONNES
RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR EN AFRIQUE



- RÉFUGIÉS **6,3 MILLIONS** | 26%
- DEMANDEURS D'ASILE **509 000** | 2%
- APATRIDES **712 000** | 3%
- RAPATRIÉS (Réfugiés et déplacés internes) **1,7 million** | 7%
- DÉPLACÉS INTERNES **14,5 MILLIONS** | 60%
- AUTRES PERSONNES **510 000** | 2%

RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE
DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE



Chiffres des populations vérifiés de janvier 2018

SITUATION MALIENNE

140 000
RÉFUGIÉS
sont accueillis principalement au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger

30 000
RÉFUGIÉS
ont été déplacés au cours de la seule année 2018

61 400
DÉPLACÉS INTERNES

67 400
RAPATRIÉS

SITUATION CENTRAFRICAINE

572 000
RÉFUGIÉS
sont accueillis principalement au Cameroun, au Congo, en République démocratique du Congo et au Tchad

614 000
DÉPLACÉS INTERNES

13 190
RAPATRIÉS
en 2018

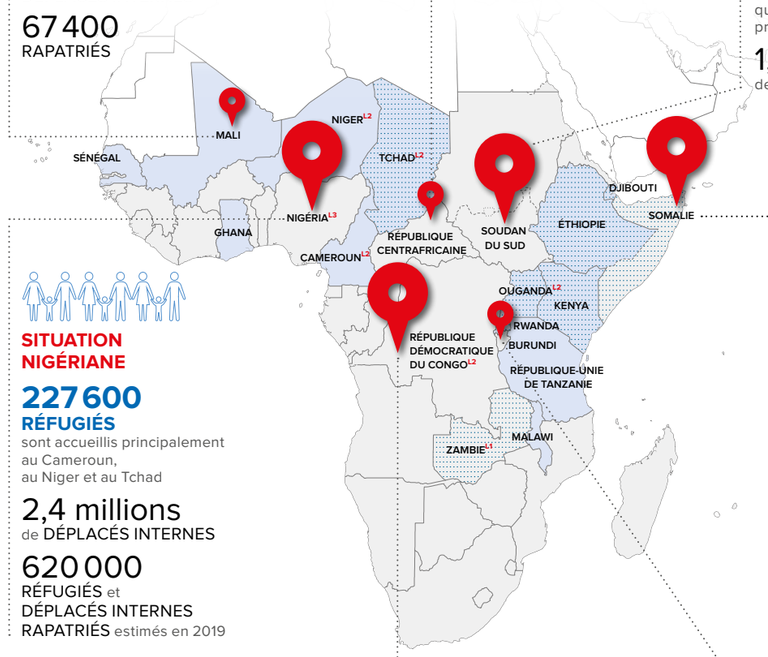
SITUATION SUD-SOUDANAISE

2,5 millions
de RÉFUGIÉS
sont accueillis principalement en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, et au Soudan

63%
sont des enfants

84 000
RÉFUGIÉS
ont été déplacés rien qu'au cours des six premiers mois de 2018

1,8 million
de DÉPLACÉS INTERNES



SITUATION SOMALIENNE

820 000
RÉFUGIÉS
sont accueillis principalement à Djibouti, en Érythrée, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Yémen

2,65 millions
de DÉPLACÉS INTERNES

120 000
RAPATRIÉS
depuis 2014

SITUATION NIGÉRIANE

227 600
RÉFUGIÉS
sont accueillis principalement au Cameroun, au Niger et au Tchad

2,4 millions
de DÉPLACÉS INTERNES

620 000
RÉFUGIÉS et
DÉPLACÉS INTERNES
RAPATRIÉS estimés en 2019

SITUATIONS

< 1,5 million de personnes relevant de la compétence du HCR

1,5 > 3 millions de personnes relevant de la compétence du HCR

> 3 millions de personnes relevant de la compétence du HCR

Pays mettant en œuvre le CRRF

Pays mettant en œuvre des stratégies pluriannuelles et de partenariats multiples (MYMP)

L1, L2, L3 Niveau d'urgence

SITUATION DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

811 300
RÉFUGIÉS
sont accueillis principalement en Afrique du sud, en Angola, au Burundi, au Congo, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, et en Zambie

120 000
RÉFUGIÉS
ont été déplacés rien qu'au cours des six premiers mois de 2018

4,5 millions
de DÉPLACÉS INTERNES

SITUATION BURUNDAISE

400 000
RÉFUGIÉS
sont accueillis principalement en Ouganda, en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie, et au Rwanda

178 000
DÉPLACÉS INTERNES

45 000
RAPATRIÉS
en provenance de la République-Unie de Tanzanie depuis 2017

Les chiffres de population pour les situations sur cette carte sont les derniers chiffres disponibles en 2018.

PRINCIPALES SITUATIONS

L'Afrique subsaharienne accueille toujours le plus grand nombre au monde de personnes relevant de la compétence du HCR. Environ un quart des réfugiés recensés dans le monde y vivent. Début 2018, il y avait environ 24,2 millions de personnes relevant de la compétence du HCR, dont 6,3 millions de réfugiés et 14,5 millions de déplacés internes, dans la région. À la fin du premier semestre 2018, leur nombre avait encore augmenté, avec 170 000 réfugiés et plus de 2 millions de déplacés internes supplémentaires, provenant principalement du Nigéria, de la République centrafricaine, de la RDC, de Somalie et du Soudan du Sud.

120 000 réfugiés Burundais accueillis dans des pays voisins devraient rentrer en 2019.

En 2019-2020, sept grandes situations de déplacement — le Burundi, le Mali, le Nigéria, la République centrafricaine, la RDC, la Somalie et le Soudan du Sud — resteront des priorités opérationnelles. Afin de répondre à l'urgence et aux besoins opérationnels de ces crises, le HCR a déclaré des urgences de niveau 2 dans plusieurs pays touchés par les situations de déplacement au Cameroun, au Nigéria, en République centrafricaine et en RDC.

Le HCR a nommé des Coordonnateurs régionaux pour les réfugiés dans quatre situations, et un Envoyé spécial pour la Somalie veille à assurer une vision d'ensemble forte et un engagement cohérent dans la région aux fins de la protection et de la recherche de solutions pour les déplacés internes et les réfugiés. Les réponses régionales pour les réfugiés touchés par les situations au Burundi, au Nigéria, en RDC et au Soudan du Sud intègrent de plus en plus une approche orientée sur les solutions qui renforcent l'autonomie et la résilience.

Garantir l'accès à l'asile pour les personnes qui quittent le Burundi est l'une des priorités du RRRP pour la situation burundaise.

Pour en savoir plus (en anglais)

Situation burundaise

En plus des 178 000 personnes déplacées à l'intérieur du Burundi, selon les estimations de l'OIM, près de 400 000 réfugiés burundais ayant fui en Ouganda (42 660), en RDC (46 500), en République-Unie de Tanzanie (232 700) et au Rwanda (68 310) après la crise politique de 2015 ont toujours désespérément besoin de protection et d'aide humanitaire. Si la situation générale, au plan de la sécurité, s'est améliorée au Burundi, des tensions politiques et de graves problèmes en matière de droits de l'homme persistent et entraînent des déplacements continus à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Depuis 2017, plus de 45 000 réfugiés burundais ont bénéficié d'une aide pour rentrer volontairement depuis la République-Unie de Tanzanie. Quelque 120 000 réfugiés supplémentaires, accueillis dans des pays voisins devraient rentrer en 2019. Bien que le HCR n'encourage pas les retours au Burundi à l'heure actuelle, il continuera à travailler avec le Gouvernement du Burundi et les pays d'accueil pour faciliter le rapatriement volontaire, dans des conditions sûres et dignes, des personnes qui ont fait un choix libre et éclairé pour cette solution.

Conformément aux priorités opérationnelles du plan d'action régional pour les réfugiés de 2018 pour la situation burundaise, le HCR et ses partenaires continueront à veiller à ce que les demandeurs d'asile et les réfugiés burundais bénéficient d'un accès sans entrave à l'asile et à des environnements de protection favorables. Parallèlement, le HCR recommandera de les inclure progressivement dans les services publics nationaux afin de les aider à devenir autonomes et résilients, comme prévu dans le pacte mondial et le Cadre d'action global pour les réfugiés.

© HCR/John Warnes

Une tour est élevée dans le camp de Niarugasu en République-Unie de Tanzanie afin d'apporter la connectivité.

© HCR/John Warnes

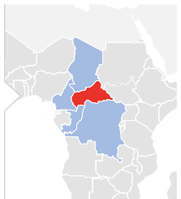
En accédant aux informations et à internet, les réfugiés prennent conscience de l'importance de la connectivité

Au-delà des approches traditionnelles

L'initiative « Connectivité pour les réfugiés » a soutenu des approches novatrices visant à donner aux communautés de réfugiés du camp de Nyarugusu, dans le nord-ouest de la République-Unie de Tanzanie, la possibilité de se connecter. Le HCR a forgé des partenariats d'un nouveau type avec les opérateurs mobiles : ces partenariats ne sont plus fondés sur un contrat humanitaire, mais reposent sur la viabilité des marchés de réfugiés pour stimuler les investissements. En 2017, Vodacom a implanté dans le camp de Nyarugusu une tour 3G qui fournit une couverture aux réfugiés comme aux communautés d'accueil. D'autres opérateurs ont optimisé leurs investissements pour assurer une couverture à travers d'autres réseaux. Quelques mois plus tard, l'amélioration de la couverture se traduisait en une augmentation du nombre de propriétaires de téléphones portables, du taux d'abonnements, de la consommation de données et des transactions financières sur mobile. Un an après, ce modèle ayant fait preuve de sa rentabilité, l'expansion et les investissements se poursuivent. Des tours supplémentaires sont implantées dans les camps de Mdenteli et de Nduta – offrant ainsi les avantages de la connectivité à des dizaines de milliers de personnes.

Pour en savoir plus (en anglais)

Situation centrafricaine



En 2018, la violence généralisée et les affrontements entre groupes armés rivaux, ainsi qu'une augmentation des représailles ciblant les civils, ont entraîné une dégradation ultérieure de la situation humanitaire en République centrafricaine. L'insécurité, l'accès restreint et les ressources limitées font partie des difficultés rencontrées pour l'organisation d'une réponse humanitaire efficace. Près d'1,3 million de personnes ont désormais fui leur foyer, dont quelque 614 000 déplacés internes et plus de 572 000 réfugiés accueillis dans les pays voisins, à savoir le Cameroun (261 200), le Congo (31 700), la RDC (176 300), le Tchad (98 700) et d'autres pays (4 000). Le nombre de personnes déplacées n'a jamais été aussi élevé depuis le début du conflit en 2013.

Si le HCR s'attend à ce que le nombre de déplacés internes continue de diminuer en 2019, un retour en masse des réfugiés semble peu probable, car la plupart d'entre eux appartiennent à des minorités et craignent pour leur sécurité s'ils rentrent. En dépit de cette situation, certaines régions sont suffisamment sûres pour accueillir les déplacés internes qui regagnent leur localité d'origine et les réfugiés qui rentrent spontanément ou bénéficient d'un rapatriement facilité par le HCR depuis leur pays d'asile. En 2018, environ 13 190 réfugiés sont rentrés spontanément, dont plus de 6 000 Centrafricains en provenance du Cameroun et du Tchad. Depuis le début de l'année 2018, environ 12% de la population déplacée à l'intérieur du pays a regagné sa région d'origine.

12% des déplacés internes en République centrafricaine sont rentrés chez eux depuis le début de l'année 2018.

En 2019, le HCR mettra l'accent sur l'exécution d'activités vitales de protection et d'assistance, notamment la distribution d'articles de secours essentiels aux personnes récemment déplacées à

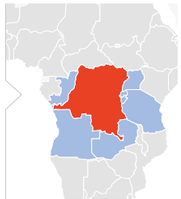
Au Cameroun, la Banque mondiale débloque **274** millions de dollars pour quatre projets destinés aux réfugiés et leurs communautés d'accueil.

l'intérieur du pays. En outre, l'organisation et ses partenaires mettront en œuvre un ensemble de programmes de protection ciblant les réfugiés centrafricains arrivés depuis peu dans les pays voisins, tout en cherchant à renforcer leur résilience. Le HCR étudiera l'option du rapatriement volontaire et la facilitera lorsque que le retour sera jugé sûr. Dans le même temps, l'organisation cherchera à maintenir les programmes de réintégration pour les déplacés internes et les réfugiés de retour en République centrafricaine. Au Cameroun, la Banque mondiale a débloqué 274 millions de dollars pour quatre projets destinés à faciliter l'accès aux réfugiés et leurs communautés d'accueil, aux soins médicaux, à l'enseignement et aux infrastructures sociales et économiques.

Situation de la République démocratique du Congo

Le HCR va continuer à mettre en œuvre des activités pour favoriser des solutions durables dans le cadre du RRRP pour la situation de la RDC.

Pour en savoir plus (en anglais)



En 2018, la crise humanitaire s'est aggravée en RDC, car un conflit a éclaté puis dégénéré dans la province de l'Ituri et la situation humanitaire s'est dégradée dans celle du Nord-Kivu. Le taux de déplacements internes est élevé et un grand nombre de Congolais sont réfugiés dans les pays voisins. La situation sécuritaire est instable dans plusieurs autres régions. Certaines parties des provinces du Kasaï, du Nord et du Sud-Kivu et de la province du Tanganyika subissent toujours les répercussions de violents conflits armés.

Au premier semestre 2018, environ 120 000 Congolais se sont enfuis dans les pays voisins dont 96 170 d'entre eux, originaires principalement des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, se sont rendus en Angola. Dans le même temps, de nouveaux arrivants ont été enregistrés au Burundi (11 650), au Kenya (3 880), au Malawi (1 900), en République-Unie de Tanzanie (1 770), en Zambie (4 475) et dans d'autres pays d'Afrique. Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile originaires de RDC en Afrique a ainsi atteint 811 300 —dont 104 500 en Afrique du Sud, 36 000 en Angola, 72 500 au Burundi, 15 600 au Congo, 317 000 en Ouganda, 84 000 en République-Unie de Tanzanie, 81 700 au Rwanda, 42 500 en Zambie et 57 200 dans d'autres pays. Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, il y a en outre quelque 4,5 millions de déplacés internes en RDC et à l'heure actuelle, les probabilités qu'ils puissent rentrer chez eux sont faibles.

Les Congolais de retour en Ituri retrouvent leurs maisons en ruines et les moyens d'existence détruits

Il est difficile de croire que la ville de Tchomia dans la province de l'Ituri, d'où de nombreux bateaux de pêche et canoës bondés et délabrés ont traversé le lac jusqu'en Ouganda, était désertée il y a encore quelques mois. Depuis avril, environ 150 000 Congolais, que la violence ethnique avait forcés à fuir, sont retournés dans la province de l'Ituri. A leur retour, ils ont retrouvé des conditions désastreuses.

« Ils ont brûlé notre maison. Ils ont tout brûlé. J'avais un champ où je cultivais des légumes. Ils ont brûlé ça aussi » dit Rith.

Lire la suite

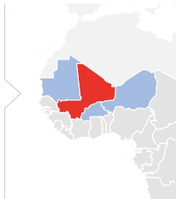
Rith, 22 ans, a fui Largu en janvier avec ses trois enfants. Elle est récemment retournée dans le territoire de Djugu, mais n'a pas pu rentrer chez elle.

© HCR/Natalia Miceevic

Les déplacements internes de Congolais, ainsi que les exodes de réfugiés, devraient se poursuivre en 2019. La situation sécuritaire devrait rester critique car les élections présidentielles prévues en décembre 2018 risquent d'entraîner des troubles politiques et d'aggraver un climat déjà très tendu.

Dans le cadre du plan d'action régional pour les réfugiés 2019-2020 pour la situation de la RDC, le HCR et ses partenaires continueront de mettre en œuvre des solutions durables et d'offrir une protection pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les déplacés internes. Le HCR cherchera à encourager les initiatives conjointes de programmation dans les domaines humanitaire et du développement, afin que des opportunités durables soient offertes aux réfugiés, aux populations de retour, aux déplacés internes et aux communautés d'accueil.

Situation malienne



L'insécurité qui règne dans le nord et dans le centre du Mali déstabilise les communautés locales, met en péril la protection des civils et empêche les personnes déplacées de regagner leur domicile. La situation a créé une population de déplacés internes estimée à 61 400 personnes. Environ 140 000 Maliens sont réfugiés au Burkina Faso (24 400), en Mauritanie (57 100) et au Niger (58 500). En 2018, environ 30 000 Maliens se sont réfugiés à l'étranger, dont 11 500 au Niger. Dans le même temps, l'insécurité au Burkina Faso a entraîné le déplacement interne d'environ 15 000 Burkinabés et la fuite de plus de 7 000 personnes au Mali.

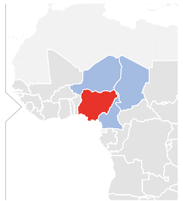
Alors que les gouvernements de la région cherchent à sauvegarder la sécurité nationale, le HCR intensifie ses efforts pour œuvrer avec eux au maintien de l'espace d'asile et à la recherche de solutions.

À la fin du premier semestre 2018, le Gouvernement du Mali avait enregistré environ 67 400 retours de réfugiés.

En 2019, le HCR maintiendra ses programmes de protection au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Niger. Ces programmes consistent notamment à assurer un suivi de protection, ainsi que l'accès aux services sociaux vitaux, et à fournir des abris et des articles de secours essentiels. L'organisation investira également dans des programmes d'appui aux moyens de subsistance afin d'améliorer l'intégration sociale et économique des réfugiés à court et à moyen terme. Compte tenu de l'instabilité et des mouvements observés actuellement à travers le Mali, un projet régional du Fonds fiduciaire de l'Union européenne vise à renforcer la résilience des populations déplacées dans le nord du pays et à soutenir la coexistence pacifique entre communautés. Le projet, dont la mise en œuvre a débuté en 2018, se poursuivra en 2019.

L'insécurité au Burkina Faso a entraîné le déplacement interne d'environ **15 000** Burkinabés et la fuite de plus de **7 000** personnes au Mali.

Situation nigériane



La situation nigériane est l'une des situations de déplacement les plus complexes du continent. L'insurrection de Boko Haram a affecté quelque 7,1 millions de personnes dans quatre pays situés autour du bassin du lac Tchad. On dénombre 227 600 réfugiés nigérians, principalement accueillis au Cameroun (97 800), au Niger (118 800) et au Tchad (11 000). En outre, 2,4 millions de personnes, déplacées à l'intérieur du Nigéria (1,9 million) ainsi que dans les zones frontalières du Cameroun (238 000), du Niger (104 000) et du Tchad (127 900), sont elles aussi affectées par l'insurrection de Boko Haram.

Alors que les retours spontanés de réfugiés nigérians en provenance du Cameroun, du Niger et du Tchad se poursuivent, le HCR et ses partenaires

Par le biais du RRRP pour la situation nigériane, le HCR délivrera une aide humanitaire et soutiendra l'intégration locale des réfugiés qui veulent rester.

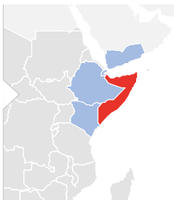
Pour en savoir plus (en anglais)

continuent à recommander aux Gouvernements du Cameroun et du Nigéria de permettre aux réfugiés de prendre des décisions éclairées en mettant des informations à leurs disposition de sorte que les retours soient volontaires et durables, conformément au plan d'action régional de 2018 pour la situation nigériane. Les deux gouvernements et le HCR ont également conclu en mars 2017 un accord tripartite sur le rapatriement volontaire, qui fixe le cadre juridique de la coopération en matière de retours.

Le HCR aidera le Gouvernement nigérian à faciliter le retour et la réintégration de **620 000** réfugiés et déplacés internes dans le nord du Nigéria si la situation s'améliore.

En 2019, le HCR aidera le Gouvernement nigérian à faciliter le retour et la réintégration de 620 000 réfugiés et déplacés internes dans le nord du Nigéria, si la situation s'améliore. Certains événements ont récemment entraîné une augmentation des déplacements dans la région centrale du Nigéria, la *Middle Belt*, en raison du conflit de plus en plus violent qui oppose les bergers et les agriculteurs. Ce conflit naissant aggrave la crise humanitaire en cours dans la région du lac Tchad, déjà dramatique.

Situation somalienne



La situation somalienne est l'une des plus longues situations de déplacement au monde, avec plus de 2,65 millions de déplacés internes et quelque 820 000 réfugiés accueillis dans la Corne de l'Afrique et au Yémen à la fin du premier semestre 2018. Ces réfugiés se trouvent en majorité à Djibouti (12 000), en Érythrée (2 000), en Éthiopie (257 000), au Kenya (256 000), en Ouganda (37 000) et au Yémen (257 000). Bien que la sécurité alimentaire se soit considérablement améliorée dans la plupart des régions du pays, les déplacés internes sont toujours confrontés à des pénuries alimentaires. Depuis que le programme destiné à faciliter les retours spontanés a débuté en décembre 2014, plus de 120 000 réfugiés sont rentrés en Somalie.

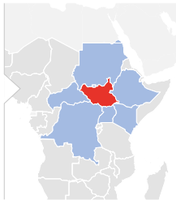
Coordonnée par un RRRP, la crise sud-soudanaise demeure la situation de réfugiés la plus large et celle qui progresse le plus rapidement sur le continent africain.

Pour en savoir plus (en anglais)

Dans le cadre de ce programme, le HCR et ses partenaires fournissent aux réfugiés qui rentrent des documents, des services de transport et une aide financière au Yémen pour faciliter le voyage, ainsi qu'une aide au retour et à la réintégration à leur arrivée en Somalie. L'insécurité et le manque d'accès humanitaire rendent la mise en œuvre de ce programme difficile.

En 2019, le HCR continuera de travailler avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le Gouvernement de Somalie et les pays voisins à la mise en œuvre des engagements pris dans la « Déclaration de Nairobi sur les solutions durables pour les réfugiés somaliens et la réintégration des rapatriés en Somalie » et le Plan d'action qui l'accompagne. Ces objectifs sont désormais poursuivis grâce à l'élaboration et la mise en œuvre d'une version régionale du Cadre d'action global pour les réfugiés, qui est actuellement appliquée pour répondre à la situation, tant en Somalie que dans la sous-région.

Situation sud-soudanaise



Le conflit en cours au Soudan du Sud a donné lieu à la plus grande crise de déplacement du continent africain. Environ 2,5 millions de réfugiés sud-soudanais sont accueillis dans les pays voisins, notamment en Éthiopie (447 000), au Kenya (114 600), en Ouganda (1 066 000), en République centrafricaine (2 500), en RDC (93 500) et au Soudan (768 800). Il y a également plus d'1,8 million de déplacés internes dans le pays. Amplifiés par un climat de non droit généralisé et de graves pénuries alimentaires, les mouvements de population transfrontaliers se poursuivent avec 84 000 réfugiés sud-soudanais arrivés dans les pays limitrophes au cours du seul premier semestre 2018.

La réponse d'urgence, coordonnée au moyen d'un plan d'action régional pour les réfugiés, a augmenté de manière exponentielle ces dernières années. Les pays voisins du Soudan du Sud ont généreusement ouvert leurs frontières, offrant un asile et une assistance aux réfugiés. L'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda se sont engagés à appliquer le Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) dans les régions qui accueillent des réfugiés sud-soudanais. La RDC et le Soudan ont commencé à mettre en œuvre des politiques d'accueil hors des camps conformes à l'approche exposée dans le CRRF, soutenant ainsi l'autonomie et la cohésion sociale au sein des communautés d'accueil. Cependant, le financement limité compromet la capacité du HCR à honorer les engagements qu'il a souscrits dans le cadre du pacte mondial et du CRRF. Du fait des problèmes de sous-financement observés en 2018, certaines opérations — en particulier en Ouganda — ont travaillé dans le cadre de mesures d'austérité qui ont eu des effets négatifs sur l'éducation, la santé et les mesures de base nécessaires à la préparation à certaines épidémies, comme l'Ebola.

En 2019, le HCR continuera à centrer son action sur l'autonomisation des réfugiés sud-soudanais accueillis en Ouganda — auxquels le Gouvernement accorde des terrains à leur arrivée — en leur donnant la possibilité d'exercer des activités génératrices de revenus. Comme 63% des réfugiés sud-soudanais présents dans la région sont des enfants, la protection de l'enfance figure au nombre des priorités de l'année 2019. L'application effective de l'accord de paix conclu par le Gouvernement du Soudan du Sud et l'opposition le 12 septembre 2018 déterminera en grande partie la réponse et les opérations du HCR en 2019.

STRATÉGIE RÉGIONALE

Les besoins humanitaires des personnes relevant de la compétence du HCR en Afrique sont énormes et, comme la situation économique et politique reste fragile dans plusieurs pays, ils resteront sans doute considérables en 2019. L'organisation continuera de renforcer la protection, d'offrir une assistance et de rechercher des solutions pour les réfugiés et les autres personnes relevant de sa compétence, conformément à ses priorités stratégiques globales. En gardant à l'esprit les opportunités et les défis propres à l'Afrique, le HCR a identifié les priorités suivantes pour son action dans la région en 2019.

Répondre aux besoins essentiels

Compte tenu du grand nombre de situations d'urgence en cours dans la région, la fourniture d'une aide et de services essentiels — respectant en particulier les normes applicables dans les secteurs des abris, de la santé, de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène — reste une priorité pour le HCR. La fourniture de ces services permet également d'atténuer les risques de protection et prévient les stratégies d'adaptation négatives chez les réfugiés et au sein des populations de retour.

63% des réfugiés sud-soudanais présents dans la région sont des enfants

Dans l'esprit du pacte mondial et du CRRF, le HCR s'efforcera également de consolider ses partenariats avec les organisations de développement et aidera progressivement les acteurs des gouvernements locaux à intégrer les populations déplacées en tant que bénéficiaires des services et des plans nationaux.

Tout en fournissant des services essentiels, l'organisation continuera d'autonomiser les réfugiés et les autres personnes relevant de sa compétence, notamment en offrant des aides en espèces, en améliorant l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et aux moyens de subsistance, et en faisant campagne pour qu'ils puissent obtenir des permis de travail et soient inclus dans les systèmes nationaux.

Environnement de protection favorable

Le HCR continuera de soutenir les gouvernements des pays d'accueil lorsque ceux-ci mettront en œuvre les engagements pris lors du Sommet des dirigeants sur les réfugiés, qui s'est tenu à New York en 2016. Les efforts nationaux seront associés à des partenariats plus forts au niveau régional et sous-régional.

2019 sera l'année du 10ème anniversaire de l'adoption de la **Convention de Kampala** de 2009.

Compte tenu de la contribution de l'Union africaine à l'élaboration du pacte mondial, ce partenariat s'avèrera particulièrement important au cours de l'année 2019, qui a été déclarée « année des réfugiés, des rapatriés et des déplacés internes » par l'Union africaine. Comme l'année 2019 sera également celle du 50ème anniversaire de la « Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique » (adoptée en 1969) et du 10ème anniversaire de l'adoption de la Convention de Kampala, le moment sera idéal pour plaider en faveur de la prise en charge des besoins des personnes relevant de la compétence du HCR.

Le HCR continuera de collaborer avec l'IGAD à l'application régionale du CRRF. Les États membres de l'IGAD, par le biais de la Déclaration et du Plan d'action de Nairobi, continueront d'appliquer une approche régionale, qui donne naissance à des politiques d'asile harmonisées pour les réfugiés dans la région, soutient l'accès aux services publics et facilite l'intégration dans les systèmes et les plans de développement nationaux. Cette approche encourage également les politiques d'accueil hors des camps pour la gestion des réfugiés, notamment les mesures qui permettent la participation économique des réfugiés, favorisent leur autonomie et leur accordent le droit de travailler, tout en créant un environnement propice au rapatriement volontaire. Le HCR cherchera à reproduire cette approche régionale exemplaire dans d'autres sous-régions lorsque le pacte mondial sur les réfugiés aura été adopté.

Le codage, clé de l'avenir pour des réfugiés au Malawi

Remy Gakwaya a quitté son Burundi natal à l'âge de 15 ans après la mort de ses parents, tués dans des affrontements ethniques. Il est parvenu à rejoindre le camp de réfugiés de Dzaleka au Malawi en 2008. Passionné de programmation informatique, Remy a fondé en 2016 *TakeNoLab*, une organisation communautaire qui lui permet de partager sa passion pour les langages de programmation avec les jeunes réfugiés du camp.

Dans le cadre d'un projet pilote mené avec le HCR, *Microsoft 4Afrika* a installé la connectivité Wifi dans l'ensemble du camp avec l'aide de fournisseurs d'accès internet locaux pour une période de 12 mois. Mille smartphones, 40 ordinateurs portables et 10 tablettes ont également été fournis pour encourager le potentiel des étudiants.

« C'est inspirant de voir quelque chose que j'ai créé par moi-même. Ici, au camp de réfugiés, on n'est pas libre de faire ce qu'on veut. On ne peut pas travailler en dehors du camp. Par contre, si vous connaissez la programmation, vous pouvez vous en servir dans le monde entier », déclare Rémi aujourd'hui âgé de 23 ans.

© HCR/Tina Ghelli

Henriette Kiwele, 21 ans, travaille sur son application au centre The AppFactory dans le camp de réfugiés de Dzeleka, au Malawi. Henriette et ses sœurs ont fui la violence en République démocratique du Congo en 2013.

Lire la suite

Mouvements mixtes

Les défis humanitaires et de protection engendrés par les mouvements mixtes en Afrique sont complexes et constants. Les réfugiés et les migrants empruntent trois grands axes migratoires dans la région : la route du nord-ouest qui conduit à la Méditerranée centrale, principalement via la Libye, et rejoint l'Europe ; la route du nord-est qui passe par la Somalie ou par Djibouti, traverse la mer Rouge et le Yémen déchiré par la guerre, et rejoint les États du Golfe ; et la route de l'Afrique australe qui conduit à l'Afrique du Sud (voir le chapitre *Sauvegarder les droits fondamentaux* et le résumé régional de *l'Europe*).

Le HCR renforce sa collaboration avec l'Union africaine et l'Union européenne sur les mouvements mixtes dans la région, au sein d'un groupe de travail conjoint sur les migrations.

En 2019, le HCR poursuivra ses efforts de négociation afin de mettre en place d'autres Mécanismes de transit d'urgence (ETM), à l'issue du succès de ce dispositif au Niger. L'ETM est devenu un moyen concret d'assurer la protection des personnes qui relèvent de la compétence du HCR au sein des mouvements mixtes, ainsi qu'un mécanisme pour stimuler le partage des charges et des responsabilités — d'où l'intérêt de le reproduire dans d'autres pays. En moins d'un an, l'ETM a mis hors de danger quelque 1540 personnes évacuées de Libye au Niger. Près de 500 personnes sont déjà parties se réinstaller dans d'autres pays et 400 autres, dont la demande de réinstallation a été acceptée, devraient quitter le Niger avant la fin de l'année 2018.

Solutions durables et Cadre d'action global pour les réfugiés

Le HCR applique une approche stratégique et innovante de recherche de solutions globales afin de trouver des solutions adéquates pour les réfugiés dans la région Afrique, le plus tôt possible et en partenariat avec un large éventail d'acteurs humanitaires et d'organismes de développement. La région est l'un des fers de lance de la mise en œuvre de la Déclaration de New York et du Cadre d'action global pour les réfugiés, ainsi que de la promotion de l'approche visant à impliquer l'ensemble de la société dans la réponse aux problèmes des réfugiés.

Le CRRF est actuellement appliqué dans huit pays — à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, en Somalie, au Tchad et en Zambie — et comprend une approche régionale sous l'égide de l'IGAD, destinée à répondre à la situation des réfugiés somaliens. Le HCR se prépare à soutenir la mise en œuvre du prochain pacte mondial sur les réfugiés dans ces pays et dans d'autres États de la région, avec l'appui de l'Union africaine et la collaboration active des communautés économiques régionales concernées.

En outre, 13 pays — le Cameroun, Djibouti, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Niger, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Sénégal et le Tchad —mettent en œuvre des stratégies pluriannuelles et de partenariats multiples. Ces approches évolutives de protection et de recherche de solutions appliquent une vision à plus long terme pour aider les personnes relevant de la compétence du HCR et les populations qui les accueillent, en les plaçant au cœur de la planification et de la définition des priorités dans les régions où elles vivent, et en offrant un soutien aux systèmes nationaux, aux institutions et à la société civile. Les opérations susmentionnées s'attachent actuellement à transposer leurs stratégies dans leurs plans d'opérations pour 2019. Ces stratégies, qui visent à améliorer la planification à long terme de la recherche de solutions et de la protection au moyen d'un travail plus concerté avec les partenaires, ouvrent de ce fait la voie à l'application du CRRF. En 2019, le HCR poursuivra l'institutionnalisation complète de l'approche

1540
personnes ont été évacuées de Libye au Niger en moins d'un an, grâce au Mécanisme de transit d'urgence.

13 pays mettent en œuvre des stratégies pluriannuelles et de partenariats multiples en Afrique et **3** d'entre eux participent à l'initiative *Solutions Capital*.

Pour en savoir plus (en anglais)

pluriannuelle et de partenariats multiples. Cet engagement s'inscrit également dans les efforts plus larges consentis par l'organisation pour réviser son système de gestion axée sur les résultats d'ici à 2022. Trois pays appliquant la stratégie MYMP — le Ghana, le Kenya et le Malawi — participent à l'initiative *Solutions Capital*, un pacte avec les donateurs proposé par le HCR pour donner les moyens aux opérations de mettre en œuvre la totalité de leurs stratégies de protection et de solutions (voir aussi les chapitres *Renforcer la réponse collective* et *Les besoins de financements du HCR en 2019*).

Le HCR continuera de plaider en faveur de l'intégration des réfugiés en 2019, en particulier pour les réfugiés qui ont des liens familiaux forts avec le pays d'accueil, par exemple du fait de leur mariage avec un national. Le HCR intègre également, de manière croissante, d'autres solutions dans ses réponses. L'organisation et ses partenaires travaillent avec les gouvernements des pays d'accueil pour offrir une protection et une aide multisectorielle aux réfugiés touchés par les situations burundaise, nigériane, de la RDC et sud-soudanaise, en renforçant leur autonomie et leur résilience.

Le HCR encourage les États à inclure les réfugiés dans les activités socio-économiques, afin de les aider à s'insérer dans leurs communautés d'accueil. La délivrance de titres de séjour pour faciliter l'accès des personnes relevant de la compétence du HCR à d'autres solutions, est un moyen de plus en plus utilisé pour répondre aux situations de déplacement prolongées. Par exemple, d'anciens réfugiés rwandais ont bénéficié de cette approche dans certains pays d'asile.

Les places de réinstallation pour les réfugiés en Afrique ont continué à diminuer en 2018. Le HCR étudiera par conséquent le potentiel de la région, concernant les voies complémentaires d'admission légale dans des pays tiers, en particulier parmi les États africains. Il faudra pour cela élaborer une stratégie de partage des responsabilités abordant expressément cette question.

Communications pour les réfugiés par les réfugiés

Au Malawi, le HCR n'a pas investi seulement dans les projets de connectivité et dans des partenariats de haute technologie, il a aussi su écouter les communautés et les soutenir dans leur choix de mode de communication. Soutenus par le premier Fonds d'innovation du HCR, des équipes au camp de Dzaleka ont aidé d'anciens journalistes, des réfugiés et des membres de la communauté d'accueil maîtrisant les médias à créer une radio communautaire. Celle-ci diffuse ses programmes dans tout le camp grâce à la licence FM qu'elle a obtenue du Gouvernement du Malawi. Ce moyen plus traditionnel se révèle être l'un des moyens les plus populaires pour savoir ce qui se passe à Dzaleka et pour être informé sur l'actualité et sur les programmes sociaux. L'équipe a aussi investi sur la connectivité pour être diffusée partout dans le monde et pour être suivie sur les réseaux sociaux. *Yetu FM* devient l'une des sources d'information parmi les plus reconnues à Dzaleka.

© HCR/John Wamea

Réfugié animant la radio communautaire.

Pour en savoir plus (en anglais)

Des célébrités africaines engagées dans la campagne LuQuLuQu, Octopizzo (rappeur) Mercy Masika (chanteuse de gospel) et Collins Injera (rugbyman kényan de renommée internationale) se sont joints à la marche organisée à Nairobi (Kenya), le 23 septembre, aux côtés de 1 400 participants.

Pour en savoir plus (en anglais)

Un pas vers la sécurité

Les partenariats du HCR avec le secteur privé continuent de se développer en Afrique. À l'occasion du premier anniversaire du mouvement LuQuLuQu, lancé par le HCR, les entreprises ont manifesté leur solidarité en s'associant à la première campagne hors ligne de LuQuLuQu — une marche publique intitulée « *Step for Safety* », « un pas vers la sécurité » organisée en soutien aux familles forcées de fuir en Afrique. La marche a attiré l'attention sur la situation d'urgence au Soudan du Sud et fait appel à la solidarité panafricaine pour venir en aide aux personnes déplacées sur le continent, dans l'esprit de LuQuLuQu. Les entreprises partenaires, notamment *EcoBank*, *Healthy U*, *Seneca Securities* et la station de radio *Capital FM*, ont offert une aide en nature et parrainé la participation de leurs salariés à la marche de 10 km. En 2019, des initiatives similaires seront de nouveau organisées avec le concours d'entreprises partenaires en Afrique du Sud, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, au Nigéria et au Sénégal. En outre, en 2019, le service des partenariats avec le secteur privé du HCR en Afrique encouragera les réseaux de femmes chefs d'entreprises, les sociétés partenaires et les forums philanthropiques à amplifier le soutien et la sensibilisation aux opérations pour les réfugiés dans la région.

Lien entre action humanitaire et développement

Les besoins toujours croissants des réfugiés nécessitent des réponses qui vont au-delà de l'action humanitaire. L'aide humanitaire doit être associée à des activités de développement et le HCR plaide pour un engagement significatif des acteurs du développement dans les situations de déplacement, dans le cadre de partenariats renforcés. Le HCR continuera d'impliquer d'importants acteurs du développement, comme la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DG-DEVCO) de l'Union européenne, ainsi que des institutions financières comme le Groupe de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement, dans la recherche de solutions.

Le partenariat entamé par le HCR et le Groupe de la Banque mondiale en Afrique pour appliquer une approche conjointe aux déplacements forcés, associant aide humanitaire et développement, a produit ses premiers résultats tangibles en 2018 : la Banque a approuvé le déblocage d'un crédit de l'Association internationale de développement, d'un montant de 2 milliards de dollars. En 2019, la mise en œuvre des premiers projets visera à élargir l'accès des réfugiés et des communautés d'accueil des pays à faibles revenus aux soins médicaux, à l'éducation, à la protection sociale, aux moyens de subsistance et aux infrastructures au Cameroun, au Congo, à Djibouti, en Éthiopie, au Niger, en Ouganda, et au Tchad. Les propositions de projets soumises par un deuxième groupe de pays seront examinées par la Banque mondiale à la fin de l'année 2018, en vue d'une possible exécution de ces projets en 2019-2020.

CONTRAINTES

L'insécurité, le manque d'accès humanitaire et les pénuries alimentaires, aggravés par l'instabilité politique, les changements climatiques et l'insuffisance du financement, sont les principales contraintes auxquelles les opérations du HCR sont confrontées en Afrique. Les élections en RDC pourraient entraîner des déplacements supplémentaires. L'insécurité qui persiste au Mali, au Nigéria, en Somalie et au Soudan du Sud entrave la capacité du HCR et de ses partenaires à fournir une aide humanitaire.

Les sécheresses et les inondations, causées ou amplifiées par les changements climatiques, menacent la sécurité alimentaire des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil dans toute l'Afrique subsaharienne. Au cours de la seule année 2018, les inondations qui ont eu lieu dans les régions du centre et du sud de la Somalie ont touché plus d'1 million de personnes. De graves pénuries alimentaires ont affecté 1,2 million de personnes au Soudan du Sud et des populations encore plus nombreuses dans le bassin du lac Tchad et dans le nord-est du Nigéria. L'insécurité alimentaire qui règne dans la région est aggravée par les réductions des rations alimentaires, qui affectaient plus de 2,4 millions de personnes à la mi-2018, et devrait persister en 2019.

Si les pays de la région ont en très grande partie laissé leurs frontières ouvertes et accueilli les réfugiés, la tendance à la réduction de l'espace d'asile, due à la volonté des gouvernements de sauvegarder la sécurité du territoire national, devrait persister. Le HCR soutiendra les gouvernements dans leurs efforts pour accroître leurs capacités de vérification et d'enregistrement des réfugiés.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Budget

- 2,7 milliards de dollars, soit 31% du budget total du HCR.
- -5% par rapport à l'actuel budget 2018, principalement du fait du retour escompté de déplacés internes dans leurs régions d'origine, de l'arrivée d'un plus petit nombre de réfugiés sud-soudanais en Ouganda, et de chiffres prévisionnels à la baisse pour les personnes relevant de la compétence du HCR au Niger et au Tchad.

Répartition du budget régional par pilier

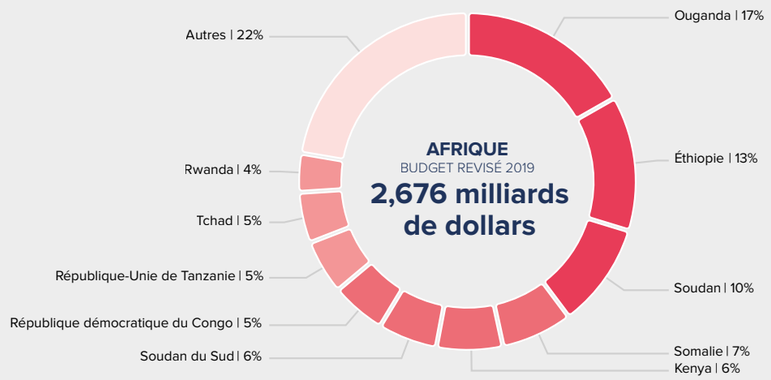
- 84% du budget de l'Afrique sont alloués au Pilier 1 (programmes pour les réfugiés).
- 8% au Pilier 4 (projets pour les déplacés internes).
- 7% au Pilier 3 (projets de réintégration).
- 1% au Pilier 2 (programmes pour les apatrides).

Besoins sous-régionaux

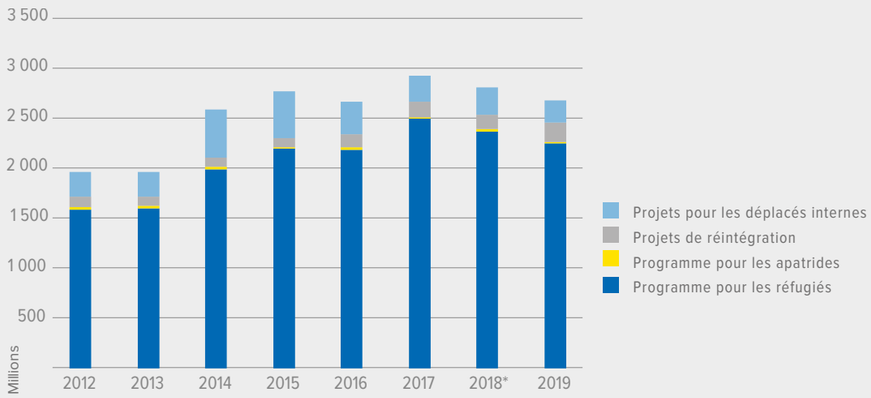
- 65% du budget régional (1,7 milliard de dollars) sont alloués à la sous-région de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, les principaux besoins étant liés à la situation sud-soudanaise et à la situation somalienne.
- 21% du budget régional (561 millions de dollars) sont prévus pour la région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs afin de répondre aux besoins engendrés par la situation centrafricaine, la situation congolaise (RDC) et la situation burundaise.
- 9% du budget régional (251 millions de dollars) sont alloués à la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, notamment pour répondre aux besoins liés aux situations malienne et nigériane.
- 5% du budget régional sont alloués à la prise en charge des besoins dans la sous-région de l'Afrique australe.

Principaux groupes de droits fondamentaux

- 50% du budget régional (1,3 milliard de dollars) sont destinés à la satisfaction des besoins de base des personnes relevant de la compétence du HCR, à la prestation de services essentiels et à la fourniture d'une aide vitale.
- 20% du budget de l'Afrique sont dédiés aux solutions durables (210 millions de dollars) ainsi qu'à l'autonomisation et à l'autosuffisance des communautés (308 millions de dollars).

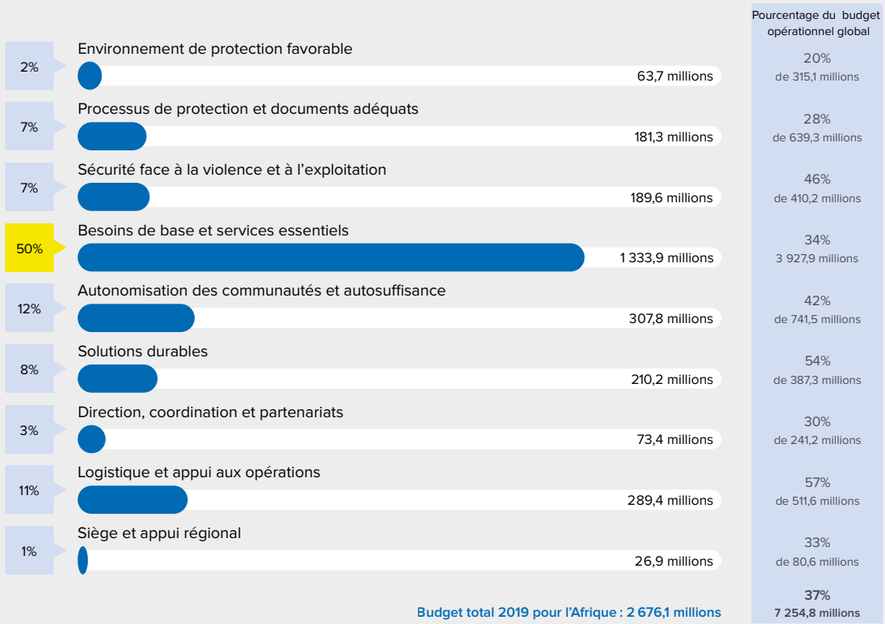


BUDGETS POUR L'AFRIQUE 2012-2019 | millions - USD



* Au 30 juin 2018

BUDGET 2019 POUR L'AFRIQUE PAR GROUPE DE DROITS FONDAMENTAUX | millions - USD



BUDGETS POUR L'AFRIQUE | USD

OPÉRATIONS	TOUS PILIERS	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	
	2018	2019				
	Budget actuel (au 30 juin 2018)	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes	TOTAL
AFRIQUE CENTRALE ET DES GRANDS LACS						
Burundi	30 924 595	28 825 982	12 017		2 086 596	**30 924 595**
Cameroun	86 727 806	77 343 297	478 282		4 470 004	**82 291 583**
République centrafricaine	41 269 421	8 685 060		14 202 915	19 712 025	**42 600 001**
Congo	23 474 168	23 015 437	1 250 599		2 158 222	**26 424 258**
République démocratique du Congo - Bureau régional[1]	200 978 901	100 478 820	1 056 962	2 342 300	36 672 397	**140 550 479**
Rwanda	98 776 039	97 024 713		2 650 000		**99 674 713**
République-Unie de Tanzanie	125 862 064	136 888 223		2 182 815		**139 071 038**
SOUS-TOTAL	**608 012 994**	**472 261 532**	**2 797 860**	**21 378 030**	**65 099 245**	**561 536 667**
AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE						
Tchad	148 984 744	123 727 254	1 054 253	2 425 000	3 177 506	**130 384 013**
Djibouti	26 730 931	16 925 148				**16 925 148**
Érythrée	4 788 197	3 943 202				**3 943 202**
Éthiopie	327 804 676	341 494 170			5 015 689	**346 509 859**
Éthiopie (Bureau régional de liaison auprès de l'UA et de la CEA)	4 162 503	4 300 000				**4 300 000**
Kenya	191 063 372	169 562 836	555 990			**170 118 825**
Kenya - Centre d'appui régional	7 933 251	7 946 358				**7 946 358**
Somalie	186 384 275	34 113 313		112 636 247	36 394 302	**183 143 862**
Soudan du Sud	155 287 323	119 752 839	1 156 964		31 273 540	**152 183 344**
Soudan	255 898 799	221 517 240	2 820 954	21 949 236	22 442 193	**268 729 623**
Ouganda	470 580 499	448 628 121	200 000			**448 828 121**
Activités régionales	6 899 403	7 392 462				**7 392 462**
SOUS-TOTAL	**1 786 517 971**	**1 499 302 942**	**5 788 161**	**137 010 483**	**98 303 230**	**1 740 404 816**
AFRIQUE AUSTRALE						
Angola	30 322 416	28 998 774				**28 998 774**
Malawi	17 501 336	16 196 964				**16 196 964**
Mozambique	5 946 214	6 830 197	117 973			**6 948 171**
Afrique du Sud - Bureau régional[2]	30 447 291	29 556 709	1 110 311			**30 667 020**
Zambie	32 279 067	32 118 798				**32 118 798**
Zimbabwe	7 817 850	7 745 481	260 006			**8 005 487**
SOUS-TOTAL	**124 314 175**	**121 446 924**	**1 488 290**			**122 935 214**
AFRIQUE DE L'OUEST						
Burkina Faso	24 650 996	26 857 898	436 361			**27 294 259**
Côte d'Ivoire	16 300 001	3 279 672	9 431 205	3 088 491		**15 799 369**
Ghana	8 085 878	7 158 992				**7 158 992**
Libéria	11 580 063	11 041 618				**11 041 618**
Mali	20 841 507	8 282 250		8 049 999	1 100 000	**17 432 250**
Niger	92 783 815	54 376 369	916 541		9 769 824	**65 062 734**
Nigéria	80 400 000	7 127 369		27 086 020	38 271 611	**72 485 000**
Sénégal - Bureau régional[3]	38 883 676	32 417 889	2 564 750			**34 982 639**
SOUS-TOTAL	**293 525 936**	**150 542 057**	**13 348 857**	**38 224 511**	**49 141 435**	**251 256 860**
TOTAL	**2 812 371 075**	**2 243 553 455**	**23 423 168**	**196 613 025**	**212 543 910**	**2 676 133 558**

[1] Coordonne les activités au Gabon et en République démocratique du Congo.
[2] Les activités au Botswana sont présentées sous le Bureau régional d'Afrique du Sud à partir de 2018.
[3] Les activités en Guinée sont présentées sous le Bureau régional du Sénégal à partir de 2018 avec les activités au Benin, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Sierra Leone et au Togo.